



UNION EUROPÉENNE

DÉLÉGATION À MADAGASCAR

Allocution de Monsieur Antonio Sanchez-Benedito,
Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar,
à l'occasion de la cérémonie de pose de la première pierre du futur siège de la centrale d'achats
de médicaments SALAMA

Ambohidratrimo, le 02/02/2017

Monsieur le Ministre,
Madame l'Ambassadeur de France
Mesdames et Messieurs, honorables invités,
Tout protocole respecté

Nous sommes ici réunis à l'occasion de la pose de la première pierre du nouveau local de la Salama dont les travaux vont commencer ce mois de février. Cette construction de nouveau local pour la Salama s'inscrit dans une composante du programme Passoba santé, financé par l'Union Européenne, qui vise à renforcer la qualité des services de santé en améliorant l'approvisionnement et le stockage des intrants pharmaceutiques nécessaires au fonctionnement aussi bien des centres de santé de base que de centres hospitaliers ;

Cette cérémonie marque le soutien de l'Union Européenne et de la France au secteur santé qui demeure un secteur incontournable pour permettre l'amélioration des conditions de vie de la population et la réduction de la pauvreté, ce qui est le moteur de notre coopération à Madagascar.

En effet, l'UE et ses Etats Membres dont la France en particulier, constituent l'un des principaux contributeurs aux financements tels que GAVI ou le fonds mondial présent et actifs à Madagascar. D'autre part, cela fait maintenant quatre ans que l'Union européenne appuie le système de santé à Madagascar, à travers le programme PASSOBA santé, mis en œuvre par l'UNICEF et l'Agence Française de Développement. Je profite ici pour saluer le travail important de ces deux agences dans la mise en œuvre ce projet. En complément de cet appui, depuis 2014, notre appui budgétaire effectue un focus particulier sur le secteur santé.

Nous nous réjouissons des résultats palpables sur l'amélioration notoire apportées dans la qualité des services de santé dans les régions d'intervention; nous voulons également saluer les efforts entrepris par le Ministère de la santé et en particulier par la Salama pour avoir pu redresser sa situation,

Parce que nous savons pertinemment que sans la gestion saine et efficace opérée par le Conseil d'Administration et la Direction Générale de la Salama le fonds de roulement si conséquent soit-il attribué par l'Union européenne, ni les appuis techniques et financiers importants dispensés par les partenaires comme la France, via l'Agence Française de Développement, ou le FNUAP n'aurait apporté de tels résultats : je cite à titre d'exemple pour l'année 2016 : un résultat financier exceptionnel, des audits opérés par les partenaires sans réserves, un taux de satisfaction des clients optimal, un score parmi les plus élevés en Afrique sur le système d'assurance qualité, mais surtout Salama a pu assurer sans rupture l'approvisionnement en intrants de santé toutes les formations sanitaires de l'île.

Nous sommes particulièrement ravies d'avoir pu contribuer à impulser davantage ces performances en finançant l'achat de ce terrain et maintenant ce qui nous réunit ici la construction de ce nouveau local qui appartiendra alors à la Salama, lui permettant de se décharger du loyer et d'anticiper l'augmentation de ses activités;

Je souhaite aussi rappeler, l'importance de travailler davantage sur les 3 points essentiels qui restent absolument à régler au risque de plonger de nouveau la Salama malgré tous les efforts entrepris, dans une situation fragile

- Premièrement la défaillance au niveau périphérique du contrôle du système d'approvisionnement non-stop en médicament le FANOME, sujet à des détournements de tout genre, nous saluons d'ores et déjà les initiatives en cours menées par le Ministère à ce sujet et nous espérons que ceci porteront leur fruit
- Deuxièmement, le non-respect des textes de loi sur la décentralisation qui prévoient le paiement des dispensateurs et des gardiens par la commune. En réalité on constate plusieurs mois d'arriérés de ces acteurs qui bien souvent utilisent les ressources du FANOME pour assurer la survie de leur famille
- En troisièmement l'insuffisance de concertation et de coordination sur l'approvisionnement, ce qui conduit la Salama à des situations de péremption ou de surstock de ces produits causant des pertes énormes

Pour en revenir au secteur santé, nous entamons actuellement les phases de croisière de la mise en œuvre des principales stratégies de développement du secteur, c'est-à-dire du Plan de développement du secteur santé (PDSS 2015-2019) ainsi que de la Couverture de la Santé Universelle (CSU). Les défis sont donc grandissants, cependant force est de constater que le budget alloué au MSANP dont les prévisions de 2017, incluant les ressources extérieurs, constituent seulement 30% du budget nécessaire à la mise en œuvre du PDSS,

Les problèmes rencontrés par le système de santé ne sont pas seulement d'ordre financier. Nous réitérons que l'intégration de la pratique de la bonne gouvernance dans la mise en œuvre de toutes les actions garantissant la bonne utilisation de ces ressources et l'atteinte des résultats au niveau de la population est incontournable et constitue une nécessité. Les différentes évaluations de ces dernières années relatives à la peste, la tuberculose, la poliomyélite, le VIH, la santé maternelle, la vaccination etc... ont encore pointé du doigt la faiblesse du système de santé, de son financement, son organisation et de sa gestion. Pour contrecarrer ces épidémies des mesures d'urgences sont prises à court terme mais sans pouvoir garantir à moyen terme et long terme un fonctionnement plus efficace de ce système. L'élaboration du PDSS met en évidence la prise de conscience de cet état de fait et oriente aujourd'hui la politique de santé vers la construction d'un système performant permettant de pourvoir à la prévention, à la lutte contre les épidémies et à la fourniture de soins de santé de qualité pour tous.

Aussi, si nous souhaitons "qu'en 2030, l'ensemble de la population malgache soit en bonne santé dans un environnement sain, ayant une vie meilleure et productive », comme le préconise le PDSS, un engagement fort et à long terme de la part de l'Etat dans ce secteur est nécessaire.

Cet engagement dépasse le seul secteur santé. , l'Etat malgache s'est engagé à augmenter de manière conséquente ses recettes fiscales pour pouvoir permettre le financement de services publics de qualité à sa population. Malheureusement, malgré des efforts importants dans ce domaine, les résultats restent insuffisants en particulier compte tenu des richesses importantes du pays qui, force est de constater, bénéficient à une part réduite de la population. La mise en place d'un système de santé efficace répondant aux besoins de la population et garantissant la protection des populations face aux risques de la vie ne pourra pas exister sans la mise en place d'un système de redistribution efficace.

Mesdames et Messieurs,

Nous saluons l'excellente collaboration que nous avons le Ministère de la Santé et la SALAMA dans ce secteur. Je félicite également et soutiens le Ministère dans tous les efforts entrepris, tel que la mise en place du Plateforme de renforcement du système de santé, afin d'assurer le relais et la continuité des appuis qui sont en train de se terminer pour permettre la mise ne place de ce système de santé efficace tant nécessaire à la population malagasy.

Comme je l'ai dit tout à l'heure le secteur de la santé, reste un secteur important pour l'Union Européenne. La réussite de la mise en œuvre du Plan de développement du Secteur santé ainsi que de la Couverture de Santé Universelle, doit être l'affaire de TOUS. et requiert un esprit de solidarité nationale. L'Union Européenne, la France et l'ensemble des partenaires ici présents vous accompagnent.

Les défis à relever pour le secteur restent très importants. Néanmoins, je reste persuadé que tous ensembles avec vous, M. le Ministre, avec tous les citoyens malagasy, nous pourront arriver à délivrer à toute la population malagasy des services de santé de qualité

Je vous remercie.